CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 26 mai à 20 h 00, le Conseil Municipal de la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BELLEIL, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 mai 2025

PRÉSENTS : MM. Jean-Pierre BELLEIL, Maire, Guy PÉTARD, Roseline VOISIN, Christian JADEAU, Liliane MERLAUD, Frédéric TROVALLET (Adjoints), Émilie BATARD, Ann BENOIT, Yves BOURÉ, Anne-Claude BRANCHEREAU, Marie-Dominique BRANCHEREAU, Yann DENIAUD, Didier LESEAULT, Thierry MARCHAND, Frédéric SIMONNEAU

EXCUSÉS : Marie-Paule BELLEIL (pouvoir à Roseline VOISIN), Olivier RAVARD (pouvoir à Guy PÉTARD)

ABSENTS : Amandine BOURÉ, Jessica DUFOUR

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Frédéric SIMONNEAU a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MARS 2025

Approuvé à l'unanimité

2025-05-01 – BUDGET COMMUNE 2025 : DÉCISION MODIFICATIVE n° 1

Le Conseil municipal,

Vu le Budget Primitif 2025,

Considérant que lors du vote du budget primitif 2025, ce dernier aurait dû reprendre au compte D 001 – *solde d'exécution d'investissement reporté* non seulement le compte D 001 du CA 2024 du Budget Commune pour un montant de - 20.647,66 €, ainsi que le compte D 001 du CA 2024 du Budget Résidence Les Glycines suite à clôture de ce dernier pour un montant de - 59.102,31 €, soit la somme totale de - 79.749,97 €,

Considérant que suite à erreur de retranscription, il a été repris la somme de - 79.569,97 €, et qu'en conséquence il convient de voter une décision modificative au budget,

Le tout se résume comme suit :

COMPTE D 001 – SOLDE D'EXÉCUTION D'INVESTISSEMENT ANTÉRIEUR	MONTANT QU'IL AURAIT FALLU RETRANSCRIRE	MONTANT QUI A ÉTÉ RETRANSCRIT PAR ERREUR	DIFFÉRENCE CONSTATÉE À REPRENDRE DANS UNE DÉCISION MODIFICATIVE
Du budget Commune 2024	- 20.647,66	- 20.467,66	180,00
Du budget Résidence Les Glycines 2024	- 59.102,31	- 59.102,31	0
TOTAL	- 79.749,97	- 79.569,97	180,00

Considérant qu'une décision modificative doit opérer un équilibre et comptable et budgétaire à la fois, tant en section de fonctionnement que d'investissement,

Décide, À L'UNANIMITÉ, d'adopter la Décision Modificative suivante :

OBJET	MODIFICATION DES CRÉDITS EN DÉPENSES		MODIFICATION DES CRÉDITS EN RECETTES	
	ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
Solde d'exécution d'investissement antérieur reporté	DI 001 (chapitre 001)	+ 180,00 €		
Taxe d'aménagement			RI 10226 (chapitre 10)	+ 180,00 €
TOTAUX		+ 180,00 €		+ 180,00 €

2025-05-02 – AMÉNAGEMENT DES ENTRÉES DE BOURG DE JOUÉ-SUR-ERDRE ET TRAVERSE DE NOTRE-DAME-DES-LANGUEURS : CHOIX DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le Conseil municipal,

Vu la consultation opérée par Monsieur le Maire qui a donné les réponses suivantes :

Entreprises consultées	Coût HT	Observations
ARRONDEL à Ancenis	17.080 €	En ce inclus 2 réunions publiques
TECAM à Saint-Herblain	18.250 €	Soit un taux de 7,30 % sur base travaux de 250.000 €, incluant maître d'oeuvre + relevé topographique + 3 réunions publiques
SAS 2LM à La Haye-Fouassière	29.945 €	Taux de rémunération de 4,89 %, soit base de travaux de 550.000 € x 4,89 % = 26.895 € + 3.050 € levé topo = 29.945 €
Altéréo à Basse Goulaine	67.500 €	En ce inclus 2 réunions publiques. En co-traitance avec Plaine-Etude

Après examen des critères relatifs notamment aux capacités, références, coût global et délai d'exécution, il s'avère que l'offre économiquement la plus avantageuse (cf article L 2152-7 du code de la commande publique) est celle présentée par le Cabinet ARRONDEL.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, **À L'UNANIMITÉ** :

- **Adopte la proposition présentée par le Cabinet ARRONDEL**
- **Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer le contrat afférent**

Le montant sera payé sous l'article D 231-100 du Budget Commune 2025.

2025-05-03 – COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE MANDAT 2026-2032 : ACCORD LOCAL

Par délibération en date du 4 avril 2019, le conseil communautaire avait adopté un accord local pour la répartition des sièges du conseil communautaire entre les communes membres de la COMPA pour le présent mandat soit 56 sièges.

En préparation du prochain mandat, le conseil communautaire et les conseils municipaux doivent se prononcer avant le 31 août prochain s'ils souhaitent maintenir une composition du conseil communautaire dans le cadre d'un accord local conformément aux dispositions de l'article L 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est utile de rappeler que, sans accord local, la composition du conseil communautaire serait fixée, compte-tenu de la population, à 45 sièges.

L'objectif premier de la proposition présentée en Conférence des Maires du 6 février 2025 a été de maintenir un nombre maximum de conseillers communautaires, soit 56 sièges (+ 25 % par rapport à la règle de droit) tout en conservant une répartition identique à la répartition actuelle.

Le conseil communautaire a ainsi délibéré en ce sens, à l'unanimité, lors de la séance du 20 mars 2025.

Le Conseil municipal,

VU la loi 2015-264 du 9 mars 2015 autorisation l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire.

VU le décret 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-6-1.

VU la délibération du Conseil Communautaire du 20 mars 2025 adoptant un nouvel accord local de composition du conseil communautaire pour le prochain mandat.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'accord local de répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis pour le mandat 2026-2032 de la façon suivante :

ANCENIS-SAINT-GÉREON	8 conseillers
COUFFÉ	2 conseillers
INGRANDES-LE-FRESNE-SUR-LOIRE	2 conseillers
JOUÉ-SUR-ERDRE	2 conseillers
LA ROCHE BLANCHE	1 conseiller
LE CELLIER	3 conseillers
LE PIN	1 conseiller
LIGNÉ	4 conseillers
LOIREAUXENCE	6 conseillers
MÉSANGER	4 conseillers
MONTRELAIS	1 conseiller
MOUZEIL	2 conseillers
UDON	3 conseillers
PANNECÉ	1 conseiller
POUILLE LES COTEAUX	1 conseiller
RIAILLÉ	2 conseillers
TEILLÉ	2 conseillers
TRANS-SUR-ERDRE	1 conseiller
VAIR-SUR-LOIRE	4 conseillers
VALLONS-DE-L'ERDRE	6 conseillers
TOTAL	56 conseillers

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **À L'UNANIMITÉ, APPROUVE** l'accord local de répartition des sièges comme indiqué ci-dessus

2025-05-04 – RÉVISION ALLÉGÉE n°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME POUR LE SECTEUR DU BOIS JEAN : DÉLIBÉRATION PORTANT ARRÊT DU PROJET ET BILAN DE LA CONCERTATION

Vu les articles L 153-34 et R 153-12 du code de l'urbanisme relatifs à la révision allégée du PLU,
Vu les articles L.103-2 et suivants, l'article R104-39 du code de l'urbanisme relatifs aux modalités de la concertation lors de la révision d'un PLU,
Vu les articles L104-1 et suivants l'article R104-11 du code de l'urbanisme relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune approuvé le 22 juin 2020 par délibération du Conseil Municipal,

Vu la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune approuvée le 07 juin 2021 par délibération du Conseil Municipal,

Considérant le projet de la Fédération Départementale de Chasse de Loire-Atlantique de transférer les bâtiments administratifs en lien avec son activité (actuellement situés à Nantes), sur la Commune de Joué-sur-Erdre, au lieu-dit « Le Bois Jean »,

Considérant dès lors pour la Commune de Joué-sur-Erdre la nécessité de faire évoluer son PLU, sans modifier son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), pour créer un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) sur une zone agricole au droit des bâtiments localisés au lieu-dit « le Bois Jean » afin d'autoriser la destination principale « équipements d'intérêt collectif et services publics ».

Considérant les éventuels impacts environnementaux de la procédure nécessitant de réaliser une évaluation environnementale,

Considérant qu'il appartient donc à la commune de Joué-sur-Erdre d'engager les procédures administratives pour réaliser la révision allégée de son PLU ce qui nécessite qu'une concertation préalable soit réalisée dans les conditions prévues aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme afin d'associer les habitants, les associations locales ainsi que les personnes concernées.

Vu la délibération du Conseil municipal du 06 janvier 2025 décidant d'engager la procédure de révision allégée n° 1 du PLU de Joué-sur-Erdre et fixant les modalités de concertation du projet prévu au niveau du secteur « Le Bois Jean » avec la création d'un STECAL en zone Agricole, aux fins de permettre à la Fédération Départementale de Chasse de Loire-Atlantique de transférer les bâtiments administratifs en lien avec son activité (actuellement situés à Nantes), sur la Commune de Joué-sur-Erdre, au lieu-dit « Le Bois Jean ».

Monsieur le Maire précise qu'un avis administratif portant prescription de la révision allégée n° 1 du PLU avec concertation de la population a été publié dans les journaux Ouest-France et Presse-Océan le 31 janvier 2025,

Le projet a également été relaté dans le flash info mensuel de la Commune du mois de février 2025, avec rappel de la date de première réunion publique le 12 février 2025,

Le projet a de nouveau été relaté dans le flash info mensuel de la Commune du mois de mars 2025, avec rappel de la date de deuxième réunion publique le 02 avril 2025,

Le projet a une troisième fois été relaté dans le flash info mensuel de la Commune du mois d'avril 2025, avec rappel de la date de deuxième réunion publique le 02 avril 2025,

Une concertation préalable avec la population s'est déroulée sur une période de 2 mois, du 3 février 2025 au 03 avril 2025, avec mise à disposition en mairie d'un registre tenu à la disposition du public pour y

consigner ses observations, et dépôt de l'ensemble des documents du projet de révision sur le site internet de la commune www.jouesurerdre.fr,

Ces documents comprenaient le dossier de présentation tel qu'exposé lors des deux réunions publiques, la notice de présentation, et l'étude au cas par cas.

Une première réunion publique a eu lieu le 12 février 2025 à la salle municipale de l'Auvinière, avec présentation par le bureau d'études du projet.

Une deuxième réunion publique a eu lieu le 02 avril 2025 à la salle municipale de l'Auvinière, avec nouvelle présentation par le bureau d'études du projet.

Dans le cadre de la concertation avec la population, aucune remarque n'a été formulée.

Ainsi, au regard du bilan de la concertation préalable avec la population, aucune adaptation n'est à apporter aux pièces du dossier.

Le Conseil municipal est donc appelé à arrêter le projet de révision allégée du PLU et à tirer le bilan de la concertation.

Le Conseil municipal,

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE du bilan de la concertation préalable de la population tel que présenté**
 - **ARRÊTE le projet de révision allégée n° 1 du PLU tel que présenté**
- **PREND ACTE que la procédure doit se poursuivre par une réunion d'examen conjoint avec les PPA puis par l'ouverture d'une enquête publique, et enfin par une délibération qui actera l'approbation définitive de la procédure de révision allégée**

2025-05-05 – RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA MEILLERAYE DE BRETAGNE : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL (dossier consultable sur le site <https://meillerayedebretagne.fr/viemunicipale/urbanisme/reunionpubliquejeudi16janvier2025/compterendu>)

Dossier également consultable en Mairie, sur clef USB fournie par la Commune de La Meilleraye de Bretagne.

Le Conseil municipal est invité, en tant que commune limitrophe, à émettre un avis sur le dossier de la commune de La Meilleraye de Bretagne relatif à la révision de son PLU.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ, estime qu'il n'a pas d'observations particulières à formuler quant à ce projet de révision du PLU de La Meilleraye-de Bretagne, et charge Monsieur le Maire d'en informer la Commune.

2025-05-06 – RÉVISION DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DE LA VILAINE : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET (dossier consultable sur le site <https://www.sage-vilaine-revision.com>)

Par délibération en date du 21 mars 2025, la Commission Locale de l'Eau a validé le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (=SAGE) de la Vilaine.

Les communes disposent à présent d'un délai de 4 mois à réception du courrier pour faire connaître leur avis.

Les différents documents du SAGE sont disponibles sur le lien suivant : <https://lc.cx/Q2rxxm>

Les informations sur la révision du SAGE sont accessibles sur le lien <https://www.sage-vilaine-revision.com>

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **À L'UNANIMITÉ** :

- **Émet un FAVORABLE quant au projet de révision du SAGE de la Vilaine**

2025-05-07 – VENTE DU CAMION RENAULT : AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE MAIRE POUR ENCAISSER LE PRIX DE VENTE

Le Conseil municipal,

Considérant la négociation qui a été effectuée par Monsieur le Maire la vente du camion Renault qui servait au transport du chapiteau guinguettes,

Considérant que la SARL BADA VI INTERNATIONAL a souhaité se porter acquéreur pour le prix de 3.600,00 € TTC,

Après en avoir délibéré :

- À L'UNANIMITÉ, prend acte de la vente du camion Renault effectuée par la Commune au profit de la SARL BADA VI INTERNATIONAL, pour un prix de 3.600,00 € TTC
- Autorise Monsieur le Maire à encaisser le prix de vente

2025-05-08 – CRÉATION D'UN EMPLOI TEMPORAIRE POUR LES SERVICES TECHNIQUES

Le Conseil municipal,

Considérant qu'au niveau du service technique, un agent est en arrêt maladie, et qu'il convient de pourvoir à son remplacement le temps de son arrêt,

Considérant qu'aux termes de l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide de créer un emploi comme suit :**

AGENT CONCERNÉ	DURÉE	OBSERVATIONS	AVANTAGE EN NATURE
LETERTRE Philippe	35 h 00	Du 01.07.2025 au 31.12.2025	néant

Le Conseil municipal donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour effectuer les formalités nécessaires.

2025-05-09 – AGRANDISSEMENT DE L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE : CHOIX DU BUREAU DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Le Conseil municipal,

Vu la consultation opérée par Monsieur le Maire qui a donné les résultats suivants :

Entreprises consultées	Coût HT	Coût TTC	Observations
Dekra Industrial à Saint Herblain	6.800,00	8.160,00	Missions LP + SEI + PS + Th + Hand + ATTPS + ATTAXES
Qualiconsult à Carquefou	4.900,00	5.880,00	Missions LP + SEI + PS + Th + Hand + LE + ATTHAND
Socotec à Saint Herblain	6.550,00	7.860,00	Missions LP + SEI + PS + TH-autres + HAND + HDCA Accessibilité
Apave à Saint Herblain	5.175,00	6.210,00	Missions L + LP + PS + SEI + Th + ATTHAND

Après examen des critères relatifs notamment aux capacités, références, coût global et délai d'exécution, il s'avère que l'offre économiquement la plus avantageuse (cf article L 2152-7 du code de la commande publique) est celle présentée par la société QUALICONSULT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À l'unanimité :

- **Adopte la proposition de la société Qualiconsult**
- **Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer le contrat afférent**

Le montant sera payé sous l'article 231-80 du Budget Commune

2025-05-10 – VENTE PAR LA COMMUNE À LA SOCIÉTÉ PRIMALYS CONSTRUCTION DES PARCELLES CADASTRÉES AB 360, AB 361p et AB 362p RUE DU BOCAGE : AUTORISATION DU MAIRE POUR SIGNER L'ACTE NOTARIÉ DE VENTE

Le conseil municipal,

Considérant l'achat effectuée en début de cette année 2025 par la Commune de l'unité foncière sise 180 rue du Bocage aux fins de faire édifier des logements d'habitation,

Vu les négociations ayant eu lieu entre Monsieur le Maire et la Société Primalys,

Vu la présentation effectuée par la Société Primalys en conseil municipal le 10 mars 2025,

Considérant que ces parcelles communales font partie du domaine privé de la Commune, et qu'elles ne sont pas affectées à la circulation publique,

Considérant qu'à ce titre, cette cession de parcelles communales ne nécessite pas de désaffectation de l'usage du public, ni de déclassement du domaine public ; ni d'enquête publique préalable à toute cession de bien public,

Considérant que le projet de construction des logements indique une surface à céder par la Commune de Joué-sur-Erdre à la société Primalys pour une superficie de 1.988 m² environ.

Il est cependant à noter que les opérations cadastrales de division seront susceptibles de modifier à la marge la surface à vendre,

Vu l'avis du Service des Domaines en date du 16.05.2025, ayant estimé la valeur vénale de ce projet de cession au prix de 22,13 € le m², soit l'ensemble à 22,13 € X 1.988 m² = 44.000 €,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ :**

- **Donne son accord pour vendre les parcelles AB 360 + AB 361p + AB 362p, d'une superficie approximative de 1.988 m² (surface à parfaire après bornage par un géomètre) pour un prix total de 40.346,00 euros (quarante mil trois cent quarante six euros)**
- **Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer l'acte de vente en l'Étude de Maîtres PENET, NEVEU-BOURDEAU et CHEVALIER**

Il est précisé que le surplus des parcelles cadastrées AB 361p et AB 362p, d'une superficie de 617 m² (surface à parfaire après bornage par un géomètre) reste pour le moment appartenir à la Commune de Joué-sur-Erdre et servira ultérieurement pour l'édification de cellules commerciales.

L'ensemble des frais de géomètre, notariés et hypothécaires seront à la charge de la société PRIMALYS.

2025-05-11 – VENTE PAR LA COMMUNE À LA SOCIÉTÉ PRIMALYS CONSTRUCTION DE LA PARCELLE CADASTRÉE YE 416 À L'OUICHE : AUTORISATION DU MAIRE POUR SIGNER L'ACTE NOTARIÉ DE VENTE

Le conseil municipal,

Considérant que la Commune est propriétaire de la parcelle YE 146 depuis le 30.11.2009,

Considérant le souhait de la Commune d'édifier des logements d'habitation dans le prolongement du lotissement actuel « Le Clos des Prairies »,

Vu les négociations ayant eu lieu entre Monsieur le Maire et la Société Primalys,

Vu la présentation effectuée par la Société Primalys en conseil municipal le 10 mars 2025,

Considérant que cette parcelle communale fait partie du domaine privé de la Commune, et qu'elle n'est pas affectée à la circulation publique,

Considérant qu'à ce titre, cette cession de parcelle communale ne nécessite pas de désaffectation de l'usage du public, ni de déclassement du domaine public ; ni d'enquête publique préalable à toute cession de bien public,

Vu l'avis du Service des Domaines en date du 16.05.2025, ayant estimé la valeur vénale de ce projet de cession au prix de 23,33 € le m², soit l'ensemble à 23,33 € X 1.050 m² = 24.500 €,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ** :

- **Donne son accord pour vendre la parcelle YE 416, d'une superficie totale de 1.050 m², au prix de 21.304,00 € (vingt et un mil trois cent quatre euros) ; soit 20,29 € le m²**
- **Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer l'acte de vente en l'Étude de Maîtres PENET, NEVEU-BOURDEAU et CHEVALIER**

L'ensemble des frais de géomètre, notariés et hypothécaires seront à la charge de la société PRIMALYS.

2025-05-12 – TIRAGE AU SORT DES JURÉS D'ASSISES POUR 2026

Le tirage au sort portant sur la liste générale des électeurs donne les jurés suivants :

Nom	Prénoms	Date de naissance Age (> 23 ans en 2026. Donc né avant et jusqu'en 2003)	Lieu de naissance	Domicile	Profession
DORÉ, épouse LOUARN	Christelle	17/04/1965	Nantes (44)	612 Domaine de Franchaud	Conductrice tramways à la SEMITAN
GUITTON	Rémy	02/07/1955	Cholet (49)	1 Les Aubardières	Retraité (agriculteur)
MARTIN	Nicolas	02/09/1983	Nantes (44)	8 La Déhouzerie	Mécanicien poids lourds

MATTERA	Paul	08/11/1949	Bone (Algérie)	176 rue des Prairies	Retraité (immobilier)
LE MABEC	Nicolas	03/06/1980	Ploërmel (56)	6 rue des Violettes	Foreur mineur
SERVANT	Michel	22/06/1946	Joué-sur-Erdre	304 Rouylle	Retraité (agriculteur)

DIVERS

- Frédéric SIMONNEAU : la compétition de natation dénommée « étape eau libre » s'est déroulée le week-end dernier 24 et 25 mai 2025 au lac de Vioreau, sous l'égide du Club Nantes Natation. 250 personnes ont participé
- Frédéric TROVALLET : a commencé avec Yann DENIAUD à recenser les chemins ruraux de la Commune, pour satisfaire à la demande du projet Ekosentia
- Jean-Pierre BELLEIL : le festival Dub Camp aura lieu du vendredi 11 juillet au dimanche 13 juillet 2025 sur le site de la Romeraie. Cette année, il n'y aura pas, contrairement aux années précédentes, d'animation musicale devant la Mairie

Séance levée à 21 h 16 mn

Jean-Pierre
BELLEIL, Maire

PÉTARD Guy, 1er Adjoint	VOISIN Roseline, 2ème Adjointe	JADEAU Christian, 3ème Adjoint	MERLAUD Liliane, 4ème Adjointe	TROVALLET Frédéric, 5ème Adjoint
----------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	--------------------------------------	--

BATARD Emilie	BELLEIL Marie- Paule (a donné pouvoir à Roseline VOISIN)	BENOIT Ann	BOURÉ Amandine	BOURÉ Yves
BRANCHEREAU Anne-Claude	BRANCHEREAU Marie-Dominique	DENIAUD Yann	DUFOUR Jessica	LESEAULT Didier
	MARCHAND Thierry	RAVARD Olivier (a donné pouvoir à Guy PÉTARD)	SIMONNEAU Frédéric	

CM 26.05.2025
SÉANCE DU 26 MAI 2025

**MAIRIE DE
JOUÉ-SUR-ERDRE**

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers :

En exercice	19	L'an deux mille vingt-cinq,
Présents	15	Le vingt six mai, à vingt heures,
Votants	17	Le Conseil municipal de la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE (Loire-Atlantique) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Pierre BELLEIL, Maire.

Date de la convocation du Conseil municipal : 19 mai 2025

PRÉSENTS : MM. Jean-Pierre BELLEIL, Maire, Guy PÉTARD, Roseline VOISIN, Christian JADEAU, Liliane MERLAUD, Frédéric TROVALLET (Adjoints), Emilie BATARD, Ann BENOIT, Yves BOURÉ, Anne-Claude BRANCHEREAU, Marie-Dominique BRANCHEREAU, Yann DENIAUD, Didier LESEAULT, Thierry MARCHAND, Frédéric SIMONNEAU

EXCUSÉS : Marie-Paule BELLEIL (pouvoir à Roseline VOISIN), Olivier RAVARD (pouvoir à Guy PÉTARD)

ABSENTS : Amandine BOURÉ, Jessica DUFOUR

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Frédéric SIMONNEAU

Le Maire : Jean-Pierre BELLEIL